

Communiqué des Fédérations Syndicales de Cheminots

CGT – CFDT – FO – CFTC – SUD RAIL – UNSA – FGAAC

AGISSONS LE 31 JUILLET 2007

Nos fédérations se sont exprimées unitairement le 5 juillet par rapport à l'avant-projet de la loi gouvernementale baptisée « DIALOGUE SOCIAL ET LA CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC DE TRANSPORT », plus communément appelée « SERVICE MINIMUM ».

Nous considérons que ce texte comporte de nouvelles atteintes au droit de grève, limitant de fait les conditions de son exercice. Que ce soit l'allongement du délai de prévenance obligatoire avant un dépôt de préavis de grève, la déclaration des salariés grévistes 48 H avant la grève ou la consultation à bulletin secret au bout de 8 jours de grève, toutes ces mesures y contribuent.

Avec l'examen du projet de loi cadre les 17 et 18 juillet au Sénat, les amendements des Parlementaires soutenus par le Gouvernement viennent durcir encore ce texte et restreindre complètement l'exercice du droit de grève.

Ce projet de loi n'a pas pour but d'améliorer les conditions de transport des usagers qui aspirent avant tout à disposer au quotidien d'un service public de qualité alliant régularité, confort, fiabilité et sécurité.

Le 31 juillet, jour de l'ouverture de la discussion sur ce texte de loi à l'Assemblée Nationale des initiatives interprofessionnelles unitaires auront lieu dans les régions, les départements pour exiger le retrait des mesures qui contraignent le droit de grève.

Les Fédérations Syndicales de Cheminots

CGT – CFDT – FO – CFTC – SUD RAIL – UNSA – FGAAC

appellent les cheminots

à participer massivement à ces mobilisations

dont celle en Ile de France à 14H30 devant l'Assemblée Nationale.

Paris, le 19 juillet 2007